



FAITS MARQUANTS DE LA CONFÉRENCE DE PARIS: LUNDI 30 NOVEMBRE 2015

Le lundi 30 novembre, l'ouverture de la CdP 21 a eu lieu dans la matinée. L'évènement des chefs d'État a débuté par une séance d'ouverture suivie de deux sessions parallèles le matin, le midi et le soir pour entendre les déclarations des chefs d'État et de gouvernement.

Dans la soirée, des sous-groupes relevant de l'ADP 2-12 se sont réunis et ont abordé: le préambule, l'objectif (Article 2) et les généralités (Article 2bis); le développement et le transfert des technologies (Article 7); le renforcement des capacités (Article 8); la mise en œuvre et le respect des dispositions (Article 11), la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties à l'Accord (CMA) (Article 12) et les clauses finales (Articles 13-26); et le secteur d'activité 2.

OUVERTURE DE LA CDP 21

Observant que cette année est une « spectaculaire », le Président de la CdP 20/CMP 10, Manuel Pulgar-Vidal, Pérou, a souligné que la réalisation du mandat de Durban pour un accord universel juridiquement contraignant permettra de structurer le développement durable pour la prochaine génération.

Les Parties ont ensuite élu par acclamation Laurent Fabius, Ministre des affaires étrangères et du développement international, France, en tant que Président de la CdP 21/CMP 11. Fabius a souligné que le rôle de la Présidence française doit inclure: de prendre en compte tous les points de vue; de garantir la transparence et l'inclusion; de s'efforcer d'obtenir un accord ambitieux; d'assurer un compromis entre les Parties; et de ne laisser que des « points finaux » pour l'examen des ministres au cours de la deuxième semaine.

La Secrétaire exécutive de la CCNUCC, Christiana Figueres, a souligné qu'il est de la responsabilité des Parties de finaliser un accord qui « permette la réalisation des objectifs nationaux en matière de changements climatiques, fournisse le soutien nécessaire au monde en développement et catalyse des actions renforcées de tous les acteurs ».

Faisant écho à la déclaration de Figueres que « jamais auparavant une responsabilité si grande n'a été entre les mains de si peu de personnes », Son Altesse Royale Charles, Prince de Galles, a appelé les délégués « dans leurs efforts pour défendre l'intérêt national, à ne jamais perdre de vue la nécessité internationale ».

ÉVÈNEMENT DES CHEFS D'ÉTAT

OUVERTURE DE L'ÉVÈNEMENT DES CHEFS

D'ÉTAT: Le Président François Hollande, France, a exprimé sa gratitude pour les témoignages d'amitié et de soutien à la suite des récentes attaques terroristes. Il a déclaré que le résultat de

Paris sera un succès s'il: trace une voie crédible pour limiter la hausse de la température à moins de 2 °C, ou 1,5 °C si possible; répond aux changements climatiques dans un esprit de solidarité de sorte qu'aucun État ne puisse s'abstenir de ses engagements; et mobilise tous les sociétés et secteurs en faveur de l'action.

Soulignant que les dirigeants se réunissant à Paris ont la responsabilité morale et politique de faire preuve de leadership pour les générations présentes et futures, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a déclaré que l'accord de Paris doit: être durable; être dynamique; préserver l'équilibre entre le rôle prépondérant des pays développés et les responsabilités croissantes des pays en développement en fonction de leurs ressources et niveau de développement; et être crédible, le niveau actuel d'ambition constituant « le niveau minimal ».

Le Président de la CdP 21/CMP 11 Fabius a énoncé trois conditions pour garantir un succès à Paris: mobiliser les chefs d'État et de gouvernement; rassembler et obtenir des engagements de la part des acteurs non gouvernementaux; et parvenir à un accord universel et ambitieux sur le climat qui est différencié, juste, durable, dynamique, équilibré, juridiquement contraignant et qui garantit le maintien de la hausse de la température en dessous de 2 °C.

DECLARATIONS DES CHEFS D'ÉTAT ET DE

GOVERNEMENT: Salle La Loire: Dans la matinée, le Président Ollanta Humala, Pérou, a instamment prié les chefs d'État de donner le pouvoir à leurs négociateurs pour produire un accord ambitieux et équitable comportant, entre autres, des mesures d'atténuation vérifiables et progressives.

Le Président Rafael Correa Delgado, Équateur, a plaidé pour un libre accès aux technologies d'atténuation et la création d'un tribunal international pour la justice environnementale.

Le Président Danilo Medina Sánchez, République dominicaine, a souligné que le poids de la responsabilité historique repose encore sur les pays développés, et a également appelé les économies émergentes à « jouer leurs nouveaux rôles dans la communauté internationale », en notant que « le monde d'aujourd'hui n'est pas le même monde que celui dans lequel le Protocole de Kyoto a été signé ».

La Présidente Simonetta Sommaruga, Suisse, a préconisé un nouvel accord climatique qui est juridiquement contraignant, ambitieux et basé sur les mêmes obligations et règles pour toutes les Parties. Elle a annoncé une augmentation de 75 % de la contribution annuelle de la Suisse au Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA).

Appelant les pays développés à jouer un rôle de leadership, le Président Robert Gabriel Mugabe, Zimbabwe, a déclaré que la CdP 21 est l'occasion de rétablir la confiance entre les pays développés et en développement.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Jennifer Allan, Beate Antonich, Rishikesh Ram Bhandary, Mari Luomi, Ph.D., Anna Schulz et Virginia Wiseman. Edition numérique: Kiara Worth. Version française: Sandra Gagnon. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les principaux bailleurs de fonds du *Bulletin* sont l'Union européenne, le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et la Direction du développement et de la coopération (DDC)) et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2015, par le Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le Ministère finlandais des affaires étrangères, le Ministère japonais de l'environnement (à travers l'Institut pour les stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette conférence a été fourni par le Royaume d'Arabie saoudite, l'Union européenne (UE), le ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion de l'eau, et le ministère de l'environnement de la Finlande. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe de l'ENB à la Conférence de Paris sur les changements climatiques - novembre 2015, peut être contactée par e-mail à l'adresse suivante: <anna@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

Le Président Macky Sall, Sénégal, a déclaré que l'équité impliquait un soutien international pour l'électrification des pays les moins avancés (PMA) par des sources renouvelables et a plaidé pour allouer davantage de ressources au FVC pour soutenir l'adaptation.

Déclarant que les femmes sont à la fois victimes et parties de la solution aux changements climatiques, la Présidente Michelle Bachelet, Chili, a souligné qu'il est nécessaire que les pays consentent des efforts visant à inclure l'égalité de genre pour assurer la justice climatique.

Le Président Juan Hernández, Honduras, a appelé à, entre autres, rendre le Cadre de Varsovie pour la REDD+ et le WIM contraignants, et a souligné que l'augmentation de la température mondiale moyenne ne devrait pas dépasser 1,5 °C au-dessus du niveau de l'ère préindustrielle.

Le Prince Albert II de Monaco, a appelé à des engagements contraignants de la part de chaque État et a déclaré que les modèles économique et énergétique actuels doivent être changés.

Le Président Park Geun-hye, République de Corée, a souligné l'importance d'un marché mondial du carbone qui réunit pays développés et pays en développement.

Déclarant que la CdP 21 s'appuie sur les « décisions historiques et audacieuses prises lors de la CdP 17 », le Président Jacob Zuma, Afrique du Sud, a appelé à un accord juridiquement contraignant fondé sur l'équité et la différenciation, qui permettra des actions ambitieuses à travers la provision de moyens de mise en œuvre (MMCE).

Soulignant les responsabilités communes mais différenciées (RCMD) comme étant la pierre angulaire de l'accord de Paris et suggérant que la différenciation est une condition à l'efficacité de l'accord, la Présidente Dilma Rousseff, Brésil, a demandé des MMCE pour s'assurer que tous les pays seront en mesure de parvenir à « notre objectif commun ».

Le Président Evo Morales, Bolivie, a présenté les résultats de la Conférence mondiale des peuples sur les changements climatiques et les droits de la Terre mère, qui a eu lieu en octobre 2015 à Cochabamba, en Bolivie, et a appelé la CdP 21 à aborder le capitalisme, en soulignant qu'il est à l'origine de la crise climatique.

Dans l'après-midi, la session a été ouverte par le Premier ministre John Key, Nouvelle-Zélande. Le Président Baron Waqa, Nauru, a souligné la nécessité de faire en sorte que chaque pays soit en mesure d'atteindre et dépasser ses objectifs en matière d'atténuation et d'adaptation, et a appelé ceux détenant des ressources à « s'engager et aider », dans un esprit de solidarité les uns avec les autres.

Le Président Almazbek Sharshenovich Atambaev, Kirghizistan, a appelé à un accord qui permettra de prévenir d'autres effets néfastes des changements climatiques et de stimuler l'adaptation.

Le Président Recep Tayyip Erdoğan, Turquie, a déclaré que la différenciation doit être abordé « en premier lieu » en introduisant un système « réaliste et souple » tout en maintenant le principe de responsabilités communes mais différenciées.

Dans l'accord de Paris, le Président Tommy Remengesau, Palau, a appelé à, entre autres: un processus d'examen régulier qui stimule l'ambition; des règles de transparence robustes; et un mécanisme permanent sur les pertes et préjudices.

Le Président Maithripala Sirisena, Sri Lanka, a souligné la nécessité de réductions importantes des émissions mondiales, compte tenu du principe de la responsabilité historique, et a déclaré que le transfert de technologies permettra d'assurer des mesures d'adaptation et d'atténuation appropriées au niveau national dans les pays en développement.

Soulignant la nécessité de transformer les changements climatiques en une opportunité de développement, et notant que la pauvreté et les changements climatiques sont étroitement liés, le Président Thomas Boni Yayi, Bénin, a appelé à un accord mondial juridiquement contraignant qui, entre autres, limitera le réchauffement climatique à moins de 2 °C et fournira aux pays africains des moyens de s'y adapter.

Décrivant les changements climatiques comme un « multiplicateur de menaces », le Président Klaus Iohannis, Roumanie, a plaidé pour un instrument robuste et juridiquement contraignant, qui intègre une approche dynamique, reflétant l'évolution des réalités économiques et des circonstances nationales.

Le Président Mahmoud Abbas, État de Palestine, a souligné l'importance d'une solution à deux États pour que la Palestine réponde aux défis environnementaux, et a déclaré que la paix était fondée sur la justice et le droit international.

Le Président Muhammadu Buhari, Nigeria, a rappelé qu'il est nécessaire que les Parties remplissent leurs obligations pré-2020 existantes, et a appelé les pays à « intensifier notre engagement pour assurer le succès à Paris et contribuer à transformer notre monde à travers le développement durable ».

Attirant l'attention sur l'urgence de contenir les effets néfastes des changements climatiques, le Président Paul Biya, Cameroun, a appelé la CdP 21 à aborder la dégradation des forêts en Afrique centrale et la désertification affectant les pays autour du Lac Tchad.

Le Président Idriss Déby Itno, Tchad, a souligné la nécessité d'aborder l'état de détérioration du lac Tchad et a plaidé pour des mesures plus robustes pour soutenir les populations du Sahel.

Dans l'accord de Paris, le Président Sauli Niinistö, Finlande, a demandé: un objectif clair; des règles communes sur la transparence et la responsabilité; et un bilan tous les cinq ans.

Le Président Benigno Aquino III, Philippines, a appelé à reconnaître que la lutte contre les changements climatiques est une question de survie pour certains pays. Il a demandé aux Parties de prendre en considération une proposition demandant plus de financement formulée par le Groupe des vingt vulnérables en octobre et a souligné la Déclaration de Manille-Paris sur le CVF, adoptée le lundi 30 novembre, en marge de la CdP 21.

Le Président Petro Poroshenko, Ukraine, a plaidé pour un accord mondial sur le climat qui, entre autres, est juridiquement contraignant et flexible, et permet le recours et l'accès non discriminatoire aux instruments fondés et non fondés sur le marché.

Notant que l'accord de Paris doit refléter l'équité et la justice, le Président Joko Widodo, Indonésie, a plaidé pour des progrès sur la mobilisation de 100 milliards USD, en notant que le niveau d'engagement doit être rehaussé à l'avenir.

Le Président Filip Vujanović, Monténégro, a souligné les liens entre l'accord attendu à Paris et les Objectifs de développement durable et le résultat du Sommet sur le financement du développement.

Appelant à une action résolue, la Présidente Ameenah Gurib-Fakim, Maurice, a indiqué que l'accord de Paris devrait, entre autres: respecter et préserver les principes de l'équité et des responsabilités communes mais différenciées; et traiter l'adaptation et les pertes et préjudices comme des composantes distinctes de l'accord, y ancrant les pertes et préjudices comme un mécanisme permanent.

Le Président Ali Bongo Ondimba, Gabon, a instamment prié les Parties à « agir afin de ne pas être responsable de quelque chose que nous pouvons encore éviter », et a appelé à un transfert de technologies dans les domaines de l'agriculture, de la foresterie et de l'énergie propre, en suggérant que ceci est « le prix de la responsabilité partagée ».

Le Président Seretse Khama, Botswana, a souligné le rôle de la comptabilisation du capital naturel et a exprimé l'espoir que « l'expérience » d'engager les chefs d'État avant que les ministres ne finalisent l'accord produirait un résultat solide.

Le Président Fuad Masum, Irak, a plaidé pour l'adoption de technologies favorables à l'environnement, y compris dans les processus d'extraction du pétrole, et a appelé à renforcer la coopération pour créer les environnements favorables pour soutenir ces investissements.

Décrivant la transition vers le développement durable comme « une condition indispensable à la survie de l'humanité », le Président Ikililou Dhooinne, Comores, a appelé allouer des financements climatiques aux pays pauvres en priorité, et à les redistribuer de manière plus équilibrée entre l'atténuation et l'adaptation.

Le Président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, Guinée équatoriale, a exprimé la nécessité que la conservation des écosystèmes forestiers et de la biodiversité soit accompagnée de programmes alternatifs pour sauvegarder les moyens de subsistance des personnes.

Le Premier ministre Xavier Bettel, Luxembourg, a appelé à : un mécanisme dynamique pour l'examen et des règles claires en matière de transparence. Il a déclaré que la conférence doit envoyer un signal fort aux pays les plus pauvres et les plus vulnérables à propos de la provision de soutien dans l'accord de Paris.

Le Premier ministre Shinzo Abe, Japon, a souligné le soutien de son pays aux pays en développement, y compris dans les domaines de l'énergie propre et des systèmes d'alerte précoce, et les innovations dans les technologies à faible émission de carbone.

Le Premier ministre Malcolm Turnbull, Australie, a annoncé que son pays allait ratifier l'Amendement de Doha au Protocole de Kyoto, en adoptant des objectifs pour la deuxième période d'engagement. Il a plaidé pour un « accord véritablement mondial sur le climat », qui stimule la capacité de l'humanité en matière d'inventivité.

Le Premier ministre Erna Solberg, Norvège, a annoncé que son pays allait doubler sa contribution au FVC d'ici 2020 dans le contexte de réductions d'émissions vérifiables émanant de REDD+.

Le Premier ministre Lars Løkke Rasmussen, Danemark, a déclaré qu'un objectif clé de la CdP 21 est de rendre l'énergie propre largement abordable, et a souligné les efforts visant à accroître le soutien pour les technologies renouvelables.

Décrivant le risque climatique comme une question économique et éthique, le Premier ministre Matteo Renzi, Italie, a rappelé que le développement n'est pas possible à moins de faire face aux changements climatiques, et a mis en garde contre le fait de mettre la nature en danger.

Les déclarations des chefs d'État et de gouvernement ont continué dans la soirée, 30 chefs d'État étant toujours sur la liste des intervenants à 18h. La webdiffusion des déclarations restantes est disponible à l'adresse: <http://unfccc6.meta-fusion.com/cop21/events/2015-11-30-14-45-leaders-event-statements-by-heads-of-state-and-government-la-loire-part-2>

Salle La Seine: Dans la matinée, le Président Horacio Manuel Cartes, Paraguay, a souligné que la CdP 21 représente une chance pour les pays de limiter les causes et les conséquences des changements climatiques dans l'intérêt de la survie de la planète.

Le Prince Moulay Rachid, Maroc, a plaidé pour s'appuyer sur ce qui est réalisable par des actions efficaces et des résultats tangibles, et a souligné l'importance d'encourager le transfert de technologies vers, et la collecte de fonds pour, les pays en développement.

Le Président Barack Obama, États-Unis, a reconnu le rôle de son pays dans la création des changements climatiques, en déclarant que les États-Unis « embrassent leur responsabilité de faire quelque chose à ce sujet ». Il a appelé l'accord à, entre autres, créer un cadre durable, ouvrir la voie à des objectifs progressivement ambitieux et assurer que les pays qui en ont besoin reçoivent un soutien. Il a souligné que les États-Unis s'engageraient pour de nouvelles initiatives sur l'assurance face aux risques mardi 1er décembre, qui aident les populations vulnérables à se reconstruire plus solidement à la suite des catastrophes liées au climat.

Le Président Ismaïl Omar Guelleh, Djibouti, a souligné la nécessité d'un équilibre entre le transfert de technologies vers les pays en développement et le financement des mesures d'adaptation d'un côté et le financement de l'atténuation de l'autre.

Le Président Xi Jinping, Chine, a souligné que l'accord de Paris doit : suivre les principes et se concentrer sur la mise en œuvre intégrale de la CCNUCC; créer des arrangements institutionnels qui contraignent à des efforts concertés; respecter les différences dans les structures et les capacités économiques des pays; et ne doit pas nier les besoins légitimes des pays en développement d'améliorer leur niveau de vie et de se développer économiquement.

Le Présidente Dalia Grybauskaitė, Lituanie, a plaidé pour : des objectifs ambitieux et juridiquement contraignants en matière d'atténuation avec des examens réguliers; des règles de transparence robustes; le développement des technologies; et un soutien financier axé sur les résultats.

Le Président Abdel Fattah El Sisi, Égypte, a déclaré que le nouvel accord : ne devrait pas nuire aux efforts des pays africains pour éradiquer la pauvreté, ou à leur droit à se développer; devrait être basé sur le principe des responsabilités communes mais différenciées; devrait inclure un engagement de limiter la hausse de la température moyenne mondiale à moins de 1,5 °C; et devrait inclure un objectif mondial sur l'adaptation.

Notant que les CPDN actuelles sont volontaires et pas suffisamment ambitieuses jusqu'à maintenant pour atteindre l'objectif de température de 2 °C, un objectif insuffisant pour les petites nations insulaires, la Chancelière Angela Merkel, Allemagne, a appelé à un mécanisme d'examen contraignant, selon un cycle de cinq ans, commençant en 2020 pour assurer la crédibilité et une ambition accrue. Elle a également souligné : la décarbonisation de l'économie; la profonde transformation de tous les secteurs de l'industrie; et que les pays développés, en reconnaissance de leur responsabilité pour les émissions passées, prennent les devants dans le financement de l'« avancement » des technologies.

Le Président Vladimir Poutine, Fédération de Russie, a souligné qu'il est possible d'assurer le développement économique et de prendre soin de l'environnement, en déclarant que la Russie est disposée à échanger des solutions en matière d'efficacité énergétique. Il a appelé le nouvel accord climatique à construire sur les principes de la CCNUCC, être juridiquement contraignant et comprendre la participation des pays en développement.

Le Président János Áder, Hongrie, a souligné qu'il est nécessaire de soutenir la recherche et le développement de technologies respectueuses par rapport au climat.

Le Président Enrique Peña Nieto, Mexique, président la session de l'après-midi, a souligné que son pays a été le premier pays en développement à soumettre une CPDN et a instamment prié les délégués de se rappeler qu'à la CdP 21 « nous décidons de la qualité de vie que nous souhaitons pour le 21e siècle ».

Le Président Tomislav Nikolić, Serbie, a appelé à des mesures justes et efficaces mises en place dans un format juridiquement contraignant qui respecte les principes internationaux et les particularités de chaque pays.

Le Président Mohamed Ould Abdel Aziz, Mauritanie, a souligné les défis environnementaux générés par les changements climatiques, notamment la désertification, et a noté l'initiative de la Grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel comme un exemple d'efforts nationaux et régionaux pour répondre à ces défis.

Président Anote Tong, Kiribati, a encouragé les délégués à se centrer sur les étapes et les sacrifices nécessaires pour s'assurer que ceux qui sont sur la ligne de front des changements climatiques peuvent rester dans leurs foyers, et a souligné un appel du Pacifique pour un moratoire mondial sur les nouveaux investissements dans les mines de charbon.

Le Président Serzh Sargsyan, Arménie, a souligné l'engagement de son pays à prendre des mesures de limitations quantitatives des émissions en dépit de sa part insignifiante dans les émissions mondiales de GES.

Le Président Mariano Rajoy Brey, Espagne, a appelé à un accord qui crée des améliorations continues dans les engagements de tous les pays sur la base des capacités et des circonstances nationales, avec des mécanismes d'examen pour évaluer les améliorations et les niveaux d'ambition, en ajoutant que l'Espagne va augmenter son financement climatique annuel pour les pays en développement, en doublant les fonds versés en 2020.

Le Président Issoufou Mahamadou, Niger, a souligné la nécessité: d'accroître la résilience des peuples et des écosystèmes; d'efforts mondiaux ambitieux afin de limiter l'élévation de la température mondiale à moins de 1,5 °C; d'équilibrer le financement de l'atténuation et de l'adaptation; et que les pays développés prennent les devants selon le principe pollueur-payeur.

Le Président Emomali Rahmon, Tadjikistan, a plaidé pour que le nouvel accord sur les changements climatiques serve d'instrument efficace pour réduire les émissions de CO₂ à l'échelle mondiale et mettre en œuvre des projets visant l'adaptation.

Le Président Juan Carlos Varela, Panama, a proposé la création d'un centre international pour faciliter un réseau d'acteurs publics et privés pour lutter contre la déforestation, promouvoir la foresterie durable et réduire les émissions de carbone.

Le Président Bujar Nishani, Albanie, a présenté les efforts de son pays pour décarboniser son économie, notamment après avoir déjà atteint une décarbonisation totale dans le secteur de l'électricité.

Le Président Rosen Plevneliev, Bulgarie, a décrit la lutte contre les changements climatiques à la fois comme une obligation morale et comme une politique économique saine pour le monde, en appelant à un accord qui catalyse la transformation de l'économie mondiale et améliore la transparence et responsabilité par des rapports réguliers et l'examen.

Le Premier ministre John Key, Nouvelle-Zélande, a annoncé un appui de 200 millions NZD pour des actions liées au climat au cours des quatre prochaines années, principalement pour les pays du Pacifique.

Le Président Christopher Loeak, Iles Marshall, a souligné que les contributions actuelles ne suffisent pas à limiter le réchauffement à 1,5 °C, en indiquant que les nations doivent réinitialiser leurs objectifs tous les cinq ans.

Le Président Uhuru Kenyatta, Kenya, a appuyé l'objectif à long terme d'une augmentation maximale de la température mondiale de 1,5 °C et le maintien du mécanisme financier de la Convention et du WIM.

Le Président Peter Christian, États fédérés de Micronésie, a appelé le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, à déclarer l'état d'urgence mondial en raison des changements climatiques.

Le Premier ministre Enele Sosene Sopoaga, Tuvalu, a plaidé pour un mécanisme permanent pour les pertes et préjudices ancré dans le « traité » et un accès facile à un financement prévisible.

Le Président Elbegdorj Tsakhia, Mongolie, a souligné: la responsabilité; un financement et un soutien technique adéquats; et les émissions par habitant comme mesure pour suivre les émissions et permettre la comparabilité les efforts.

Le Président Hage Geingob, Namibie, a instamment demandé aux pays de forger un accord équitable qui débloque des financements pour atténuer l'impact négatif des changements climatiques sur les pays en développement.

Le Président Ashraf Ghani, Afghanistan, a souligné les investissements dans les infrastructures et la collaboration régionale comme essentiels dans les efforts pour lutter contre les changements climatiques.

Le Président José Mário Vaz, Guinée-Bissau, a déclaré qu'il est temps d'élaborer un cadre pour le partage efficace des responsabilités entre les acteurs internationaux.

Le Roi Norodom Sihamoni, Cambodge, a appelé à: maintenir l'élan imprimé par la capitalisation initiale du FVC; des financements en faveur des PMA; et stimuler les investissements privés dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Le Roi Abdullah II ibn Al Hussein, Jordanie, a souligné que la réponse aux crises individuelles à mesure qu'elles se produisent ne suffit pas et a appelé les pays à agir de manière responsable avec clairvoyance et détermination.

Le Premier ministre Justin Trudeau, Canada, a souligné le rôle des provinces, des territoires, des peuples autochtones et des villes du pays dans la lutte contre les changements climatiques et à la CdP 21. Il a souligné que le Canada assumera un nouveau rôle de chef de file à l'échelle internationale, en appelant à un accord ambitieux que toutes les Parties seront en mesure d'adopter et de mettre en œuvre.

Priant instamment les pays développés à réduire leurs émissions, le Président John Mahama, Ghana, a déclaré que les pays en développement ne peuvent pas suivre le modèle de développement ou le mode de vie insoutenable occidental.

Le Premier ministre Keith Mitchell, Grenade a plaidé pour, entre autres: un protocole basé sur les principes de la Convention et ayant l'objectif de maintenir la hausse des températures en dessous de 1,5 °C; des efforts d'atténuation ambitieux devant être revus en 2018 et renouvelés tous les cinq ans; et l'ancrage des pertes et préjudices dans l'accord.

Les déclarations des chefs d'État et de gouvernement se sont poursuivies dans la soirée, 36 chefs d'État étant toujours sur la liste des intervenants à 18h. La webdiffusion des chefs États restants est disponible à: <http://unfccc6.meta-fusion.com/cop21/events/2015-11-30-14-45-leaders-event>

DANS LES COULOIRS

Lundi, la Conférence de Paris sur les changements climatiques a été officiellement lancée, progressant à la vitesse d'une fusée. L'arrivée rapide de 150 chefs d'État et de gouvernement et de milliers de délégués, observateurs et médias a transformé le bourdonnement habituel de la journée d'ouverture la CdP en un grondement de tonnerre. Les déclarations des chefs d'État ont dominé la journée, et ont été examinées par ceux qui cherchent les indices de ce qui se passera sur les questions clés, telles que la forme juridique de l'accord ou le financement. Les engagements pris par 11 pays pour le FPMA totalisant 248 millions USD ont été accueillis avec prudence comme un prologue prometteur des discussions sur le financement climatique à venir.

Malgré une volonté motivante que de nombreux chefs d'État ont cherché à exprimer dans leurs interventions, certains ont partagé le sentiment du Président Baron Waqa de Nauru qui a averti que les pays ne devraient pas devenir « complaisants » dans leur rhétorique. D'autres, regardant en arrière pour profiter des enseignements du passé, ont rappelé que le discours du Président américain Barack Obama a suscité le même « enchantement initial » à Copenhague en 2009. Un observateur, soucieux de voir les négociateurs retrouver leurs manches, a été observé angoissant que « rien ne se fait tant que les chefs d'État sont ici ». Cependant, plusieurs négociateurs ont été vus discutant les uns avec les autres dans les coins et les cafétérias sur le site de la conférence prenant peut-être une longueur d'avance sur leurs travaux pour faire avancer de nombreuses questions qui restent encore à résoudre.